

« Capital-Risque Stratégique Canada » (CRS-C) pour les technologies à double usage

Compte de mots : 1497 mots

Autrice :

Mariève Bégin

Candidate à la maîtrise en études internationales, commerce international et investissement

École supérieure d'études internationales, Université Laval

marieve.begin.1@ulaval.ca

Superviseur :

Jean-Michel Marcoux

Professeure adjoint

École supérieure d'études internationales, Université Laval

jean-michel.marcoux.esei@ulaval.ca

Introduction et contexte

Face à la crise que traverse le libre-échange mondial et à l'intensification des tensions géopolitiques, le Canada est confronté à un défi générationnel. Le premier ministre énonce clairement dans sa lettre de mandat que « nous devons redéfinir les relations internationales, commerciales et de sécurité du Canada », ajoutant que « nous devons élaborer une politique industrielle de défense qui rend le Canada plus sûr, qui nous permet d'assumer nos responsabilités envers nos alliés, et qui nous aide à bâtir notre économie ». (Gouvernement du Canada, 21 mai 2025)

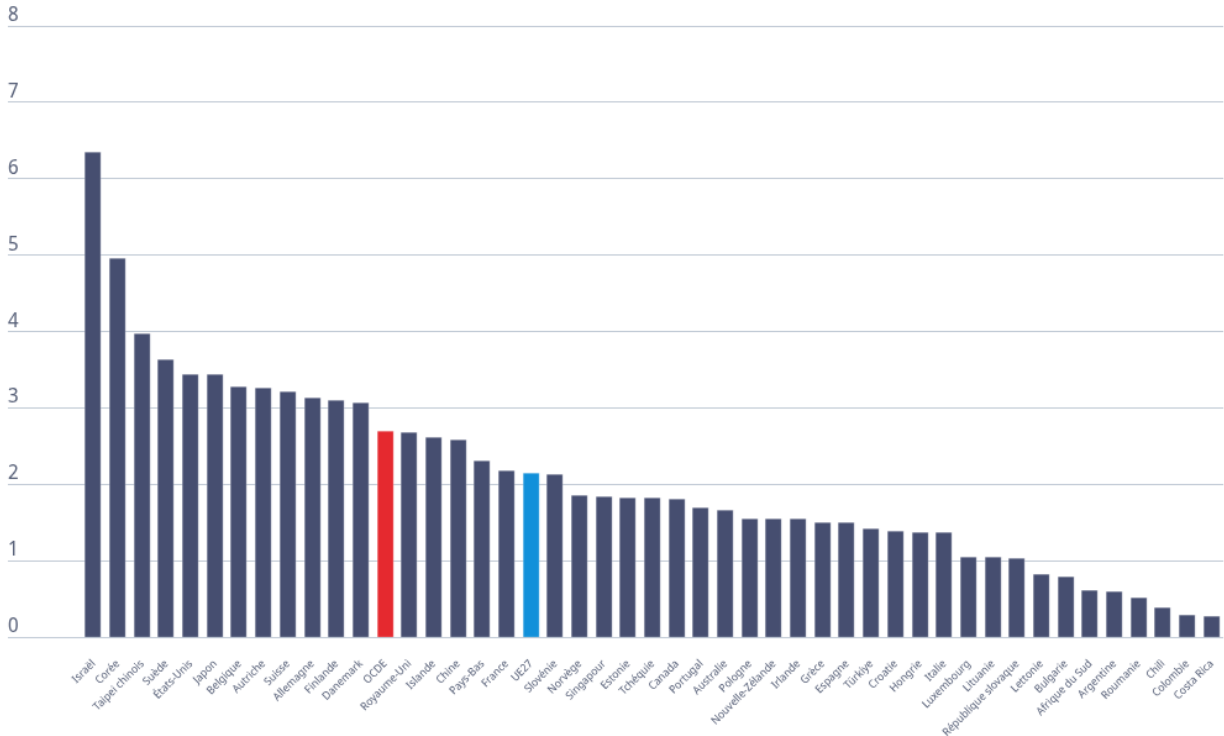
Stimuler l'innovation locale dans les secteurs critiques s'inscrit dans cette logique, afin d'atteindre les cibles de défense tout en soutenant durablement l'économie et l'emploi. Cet essai soutient que les technologies à double usage constituent un levier majeur : en mobilisant davantage le secteur de la recherche et du développement (R-D) pour des innovations à la fois civiles et militaires, la commercialisation de ces projets stratégiques au moyen de capitaux canadiens permettra de réduire la dépendance économique et sécuritaire du Canada, notamment à l'égard des États-Unis.

Le Canada doit ainsi accroître ses investissements en défense et renforcer la compétitivité de son économie en développant ses propres technologies à haute valeur ajoutée. Même si le pays dispose de ressources naturelles abondantes et d'un savoir-faire technologique reconnu, plusieurs faiblesses freinent encore la réalisation de cette ambition.

D'abord, le Canada se retrouve à l'avant-dernier rang du G7 au chapitre des investissements en R-D. Les ressources qui y sont investies sont passées de 1,9 % du PIB en 2000 à 1,8 % en 2023, alors qu'elles ont augmenté dans tous les autres pays du G7 (Conseil des académies canadiennes, 2025). Ce niveau reste également nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE, qui atteint 2,7 % (OCDE, 2025).

Dépenses intérieures brutes de R-D en pourcentage du PIB

%, 2023 ou dernière année disponible



Source: OCDE, Principaux indicateurs de la science et de la technologie, septembre 2025, <https://oe.cd/msti>

Source : OCDE, 2025

Le développement d'innovations est également freiné par le manque de capital-risque (CR) canadien. Ce « puissant moteur d'innovation pour la croissance économique, [qui] joue un rôle essentiel dans la création d'emplois, les gains de productivité et la compétitivité » (Banque de développement du Canada, 2025) est d'autant plus vulnérable qu'une grande partie provient d'investisseurs étrangers. En 2024, les transactions de CR impliquant uniquement des investisseurs canadiens n'ont représenté que 22 % de leur valeur totale, les investissements américains en représentant 40 % (Banque de développement du Canada, 2025). Dans un contexte de tensions croissantes avec les États-Unis, cette dépendance aux capitaux américains met l'innovation canadienne en péril.

Un autre défi réside dans la commercialisation des nouvelles technologies canadiennes. Une meilleure collaboration s'impose entre secteurs public et privé pour soutenir l'innovation locale et en favoriser l'adoption à grande échelle. (Conseil des académies canadiennes, 2025)

À ces enjeux s'ajoute le respect de nos engagements au sein de l'OTAN, soit d'augmenter le budget militaire à 2 % du PIB d'ici 2030, puis à 5 % d'ici 2035 (OTAN, 2025). Le ministère de la Défense nationale (MDN) n'a pourtant pas réussi à dépenser tout son budget ces dernières années. Comme l'indique le bureau du directeur parlementaire du budget : « Il y a eu, entre 2017-2018 et 2023-2024, un écart déficitaire de 18,5 milliards de dollars entre les dépenses en capital prévues et les dépenses réelles ». (Fecteau, 2025, p.8)

Le Canada doit remédier à ces déficiences pour assurer sa prospérité et sa sécurité. Des initiatives existent déjà, comme le programme IDEeS et l'agence BOREALIS, mais elles se heurtent à des défis structurels. Le gouvernement parle d'un écosystème fédéral « complexe à naviguer » pour les innovateurs (Ministère de la Défense nationale, 2026), avec plus de 130 programmes d'innovation, et l'évaluation récente d'IDEeS a soulevé un manque d'encadrement stratégique et de connexions entre partenaires (Ministère de la Défense nationale, 2023). Ce manque de coordination empêche une réponse efficace adéquate.

Options de politiques et recommandations

À la lumière de ces constats, cet essai propose la priorisation des innovations à double usage et l'accroissement du CR canadien via un fonds stratégique et des incitatifs fiscaux ciblés pour les investisseurs engagés dans ce domaine. Ces technologies offrent la possibilité d'exploiter la recherche et la fabrication au-delà des objectifs initiaux, qu'ils soient militaires ou civils (Martins & Ahmad, 2020), faisant ainsi d'elles un enjeu industriel central pour le Canada dans le contexte actuel.

Il est également suggéré que le MDN et Ressources naturelles Canada (RNC) deviennent partenaires des entreprises dans le cadre de ces projets, et que l'on facilite la mise en relations ainsi que la communication entre les différents maillons de la chaîne de valeur afin d'accélérer les processus et de mieux arrimer les projets aux orientations stratégiques nationales.

La mise en œuvre de cette politique publique pourrait être chapeautée par la nouvelle Agence de l'investissement pour la défense (AID).

Recommandation 1 : Incitatifs fiscaux ciblés pour le CR à double usage

Les investisseurs canadiens doivent s'engager davantage dans les innovations locales stratégiques, et particulièrement dans les nouvelles technologies à double usage (intelligence artificielle, informatique quantique, cybersécurité, aérospatial, etc.). Ces mesures permettront à la fois de favoriser l'émergence de technologies critiques et de

réduire la dépendance aux capitaux étrangers dans ces secteurs névralgiques de notre économie.

Pour accélérer le CR canadien dans les innovations à double usage, mettre en œuvre :

- Un crédit d'impôt remboursable de 30 %¹ pour tout fonds de CR consacrant plus de 50 % de son portefeuille à des technologies « certifiées stratégiques » (*voir Recommandation 2*); et
- Une exonération totale des gains en capitaux sur les reventes réussies de ces investissements stratégiques.

Impact attendu : Le CR à double usage devient plus rentable que le CR classique et attire plus d'investisseurs canadiens.

Recommandation 2 : Fonds fédéral stimulant les partenariats public-privé

Le développement d'innovations à double usage nécessite une mobilisation du secteur privé, indispensable à l'atteinte des objectifs stratégiques de défense canadiens. Les partenariats public-privé sont impératifs à cette transformation économique et industrielle.

L'alignement des investissements sur les priorités nationales de sécurité et de défense exige un contrôle rigoureux de l'innovation locale. Ces mesures garantissent que chaque dollar investi réponde aux objectifs du gouvernement fédéral et aux engagements OTAN, tout en optimisant l'utilisation des ressources naturelles, industrielles et humaines disponibles.

À cet égard, mettre en œuvre :

- La création du Fonds capital-risque stratégique du Canada (CRS-C), spécialisé dans les technologies à double usage;
- Un mécanisme de contrepartie 1:2, où le fédéral investit un dollar pour chaque deux dollars privés;²
- Un co-investissement obligatoire où RNCan et/ou le MND doivent investir au minimum 20 % dans tout projet à double usage pour accéder au fonds CRS-C;³ et
- Une certification « stratégique » pour les projets jugés critiques, donnant une priorité d'accès au fonds CRS-C.

¹ Le taux de 30 % s'aligne sur le crédit CRIC québécois récemment adopté (ministère des Finances du Québec, 2025) et le RS&DE (15% / 35 % selon les critères) du fédéral. (Agence du revenu du Canada, 2023)

² Géré par la BDC en collaboration avec l'Agence de l'investissement pour la défense

³ Via le programme IDEeS, en lui donnant une visée stratégique plus claire

Impact attendu : Le fonds de contrepartie attirera plus d'investissements privés, stimulant l'émergence de technologies à double usage. Le partenariat avec RNCAN et MDN garantira des clients aux investisseurs privés (dérivés du CR). La mise en place d'une certification assurera que les projets avec une valeur stratégique nationale accèdent en priorité aux avantages.

Recommandation 3 : Plateforme nationale de synergie stratégique

Pour mettre à profit le plein potentiel des technologies à double usage, la communication entre les chercheurs, l'industrie, les investisseurs et le gouvernement doit être renforcée et optimisée.

À cet égard, mettre en œuvre :

- La création de la plateforme numérique « Synergie stratégique Canada », comprenant (diffusion en temps réel des appels d'offres prioritaires et des besoins opérationnels de l'AID, soumission des projets en ligne; mise en relation automatique par intelligence artificielle et rencontres virtuelles entre partenaires); et
- L'organisation de deux conférences annuelles dans deux grandes villes canadiennes (précision des orientations stratégiques fédérales et réseautage en personne entre acteurs).

Impact attendu : Réduction des délais de financement des projets stratégiques et coordination optimale des acteurs, alignée sur les priorités nationales.

Analyse et conclusion

En pleine reconfiguration de l'ordre mondial, l'instabilité géopolitique et économique exige du Canada des adaptations majeures et rapides. Seule une stratégie cohérente permettra une harmonisation optimale entre tous les acteurs et secteurs appelés à contribuer à cet effort national. La politique publique proposée repose sur l'augmentation du CR canadien ciblé sur les technologies à double usage, clés pour l'autonomie stratégique. La synergie des trois recommandations crée une boucle vertueuse : les incitatifs fiscaux accélèrent l'investissement privé, les partenariats sécurisent les projets et la plateforme connecte les parties prenantes pour une exécution fluide.

De nombreuses technologies critiques offrent un potentiel de double usage, notamment dans les domaines de l'IA, de l'aérospatial, des télécommunications, des biotechnologies et de l'informatique quantique. Le gouvernement chinois considère d'ailleurs l'intégration des technologies à double usage comme un moyen de réduire les

coûts et les risques techniques liés au développement et à la production des équipements et technologies militaires ainsi que d'accélérer la modernisation militaire (Bitzinger, 2021, p.11). L'Union européenne a aussi récemment fait du développement des technologies à double usage une priorité stratégique (Commission européenne, 2025).

Ce double usage représente une opportunité stratégique majeure pour le Canada, qui possède déjà des pôles d'excellence technologiques et d'abondantes ressources naturelles critiques (Gouvernement du Canada, 2025). Leur exploitation coordonnée permettrait non seulement de renforcer l'indépendance économique du pays, mais aussi de le positionner comme leader mondial des technologies critiques, tout en honorant ses engagements envers ses alliés.

Un levier unique s'offre ainsi au Canada : transformer ses atouts existants en avantage compétitif durable par une politique nationale structurante et ambitieuse.

Médiagraphie

- Agence du revenu du Canada. (2023). *Programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental (RS&DE)*. <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/recherche-scientifique-developpement-experimental-programme-encouragements-fiscaux.html>
- Banque de développement du Canada. (2025). *La situation du capital de risque au Canada 2025*. <https://www.bdc.ca/globalassets/digizuite/57463-situation-capital-de-risque-canada-2025.pdf>
- Bitzinger, R.A. (2021). China's Shift from Civil-Military Integration to Military-Civil Fusion. *Asia Policy* 16(1), 5-24. <https://dx.doi.org/10.1353/asp.2021.0001>.
- Commission européenne. (2025). *Dual-use technologies*. https://research-and-innovation.ec.europa.eu/research-area/industrial-research-and-innovation/dual-use-technologies_en?prefLang=fr
- Conseil des académies canadiennes. (2025). *L'état de la science, de la technologie et de l'innovation au Canada 2025*. https://www.rapports-cac.ca/wp-content/uploads/2025/11/Letat-de-la-STI-au-Canada-2025_FINAL.pdf
- Fecteau, M. (2025). *Dépenses en capital prévues au titre de la politique de défense du Canada : Mise à jour de 2025*.
- Gouvernement du Canada. (2025). *Les minéraux critiques : une occasion pour le Canada*. <https://www.canada.ca/fr/campagne/mineraux-critiques-au-canada/les-mineraux-critiques-une-occasion-pour-le-canada.html>
- Gouvernement du Canada. (2025, 21 mai). *Lettre de mandat*. <https://www.pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2025/05/21/lettre-de-mandat>
- Martins, B.O., & Ahmad, N. (2020). The security politics of innovation: Dual-use technology in the EU's security research programme. *Emerging Security Technologies and EU Governance: Actors, Practices and Processes* (pp. 58-73). Routledge. <https://doi-org.acces.bibl.ulaval.ca/10.4324/9780429351846-4>
- Ministère de la Défense nationale. (2023). *Évaluation du programme Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité (IDEeS)*. <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/reports-publications/audit-evaluation/eval-ideas-program.html>

Ministère de la Défense nationale. (2026). Bureau de recherche, d'ingénierie et de leadership avancés en matière d'innovation et de science (BOREALIS).

<https://www.canada.ca/fr/ministere-defense-nationale/programmes/borealis.html>

Ministère des Finances du Québec. (2025). *Crédit d'impôt pour la recherche, l'innovation et la commercialisation*

(CRIC). https://www.finances.gouv.qc.ca/ministere/soutien_secteur_financier_entreprises/regime_fiscale_innovation/cric.asp

OCDE. (2025). *R&D spending growth slows in OECD, surges in China; government support for energy and defence R&D rises*

sharply. <https://www.oecd.org/fr/data/insights/statistical-releases/2025/03/rd-spending-growth-slows-in-oecd-surges-in-china-government-support-for-energy-and-defence-rd-rises-sharply.html>

OTAN. (2025). *Financement de l'OTAN*. <https://www.nato.int/fr/what-we-do/introduction-to-nato/funding-nato>